

31 S. C. Can. 484;—Emard vs. Marcille [1892], 2 S. C. 525, 3 S. C. 268;—Banque Jacques-Cartier vs. Gagnon, [1894], 5 S. C. 499;—Abbott vs. Wurtele, [1894], 2 S. C. 204;—Code de Comm. 141-142;—Nougier, Lettres de Change, no 122;—Berniers vs. Durand, [1916] 25 C. B. R. p. 461;—Filiatreault vs. Jogn Goldie, B. R. 368;—Pepin vs. Savignac [1916], 51 S. C. 207;—Mountain Sights Ltd. vs. Dagenais, [1917] 53 C. S., 372;—Lesage Packing vs. Fertilizer Co. Ltd & Lesage, [1914], 53 C. S., 491;—Robinson vs. Morin, [1901], C. sup. 31 R. C. Sup. 484;—Western Loan vs. Trust Co. vs. O'Gilvy [1901], 7 R. de J., 390;—Vézina vs. Maltais [1904], 10 R. de J., 301;—Trenholme vs. Coutu, [1893], 2 B. R. 387;—Douglas Bros. vs. Auten and Schultz [1913], 6 Alb. L. Rep. 75.

---

**FABYAN, demandeur-intimé v. TREMBLAY,  
défendeur-appelant.**

---

**Contrainte par corps—Dommages-intérêts—Injures  
personnelles—Fausse arrestation—Règle nisi—  
Signification préalable des états de frais—C.  
proc., art. 832, 833, 836, 837.**

1. Un jugement, qui, dans une action en dommages pour fausse arrestation, où il est réclamé des frais d'avocats, des déboursés personnels et une compensation pour perte de réputation, accorde \$50 de dommages-intérêts, sans en qualifier la nature, n'est pas *un jugement accordant des dommages pour injures personnelles*, et n'est pas susceptible d'exécution au moyen de la contrainte par corps.

---

Sir François Lemieux, juge en chef, et MM. les juges Cannon et Letellier—Cour de révision—No. 3253—J. Alfred Nadeau, avocat du défendeur—appelant—Bureau & Bigné, avocats du demandeur-intimé.